

## GREEN NEW DEAL – Pour une économie durable

À l’instar de l’ONU<sup>1</sup>, les Verts définissent le *Green New Deal* comme réponse politique à la crise économique, climatique et alimentaire. Dans ce document, les Verts précisent la nécessité et dessinent l’organisation d’un plan de relance écologique pour la Suisse. Celui-ci comprend la régulation des banques, l’encouragement d’une économie verte, ainsi qu’un programme de solidarité.

### 1. Une triple crise

Nous vivons la plus forte crise financière depuis les années 30s du siècle passé. Au cours des dernières semaines, quelques-unes parmi les plus grosses banques au monde se sont effondrées. Aux Etats-Unis comme en Europe, des montants de milliards ont été débloqués pour les sauver et une partie du système bancaire a été étatisé. Les cours boursiers ont sombré partout à travers le monde. Pendant ce temps, la crise financière a aussi saisi l’économie.

Cette crise est le résultat d’une politique décennale de libéralisation et de dérégulation aveugles. Elle est la conséquence d’un modèle économique capitaliste dérégulé, répandu à l’échelle mondiale, au sein duquel la globalisation de l’économie n’a pas été suivie d’une globalisation des conditions générales sociales et environnementales. Cela ne va pas sans conséquences : la limitation des changements climatiques et l’approvisionnement en eau potable et en nourriture suffisante et variée de tous les êtres humains de la planète constituent les défis majeurs de ce siècle.

Les trois crises sont le résultat d’un échec global de la politique et des marchés et demandent des interventions correctives de la politique dans le domaine des conditions générales et des standards qui régissent les marchés. Sans un changement structurel incisif en faveur de l’environnement dans l’économie et dans la société, aucune crise ne sera résolue – ni financière, ni climatique, ni alimentaire<sup>2</sup>.

### 2. Un plan de relance écologique pour la Suisse

Il s’agit dès lors de tirer profit des enseignements et des conséquences politiques de la crise – aux niveaux mondial, européen et national. Une solution durable à la crise économique et financière n’est possible qu’en surmontant en même temps la dépendance du pétrole, en réduisant massivement le gaspillage des sources d’énergies non renouvelables, en baissant fortement les dépenses – record – consacrées aux armements et aux guerres et en partageant équitablement les richesses. La crise financière, climatique et alimentaire exige une réponse commune par un plan de relance écologique : un *Green New Deal*.

Le plan de relance écologique comprend trois volets : (i) une meilleure régulation de l’économie financière, afin qu’elle se remette au service de l’intérêt général. (ii) Une

---

<sup>1</sup> Dans les faits, ces trois crises en constituent six: la crise financière a conduit aussi à la crise économique; la crise climatique est liée à une crise des ressources non renouvelables, renforcée par leur gaspillage; la crise alimentaire comporte aussi une crise des ressources en eau.

<sup>2</sup> Dans les faits, ces trois crises en constituent six: la crise financière a conduit aussi à la crise économique; la crise climatique est liée à une crise des ressources non renouvelables, renforcée par leur gaspillage; la crise alimentaire comporte aussi une crise des ressources en eau.

reconstruction de l'ensemble de l'économie selon des critères respectueux de l'environnement, afin qu'elle ne précipite pas de la crise financière aux crises climatique et alimentaire. (iii) Un programme de solidarité voué à atténuer les conséquences de la crise sur les plus démunis de la société.

Par un plan de relance écologique, l'objectif vert est de mettre sur pied une reconstruction écologique et sociale de l'économie. Plusieurs des mesures revendiquées vont dans le sens d'un paquet conjoncturel et sont immédiatement efficaces au niveau de l'emploi. Cependant, les mesures considèrent aussi un développement raisonné à long terme.

### 2.1. Une régulation verte des banques

Les Verts refusent de soutenir les banques par des moyens étatiques, sans que l'économie financière ne soit fondamentalement réformée afin qu'elle se remette au service de la société. Pour cela, nous exigeons :

- Des salaires raisonnables : la branche qui répartit les plus hauts bonus est justement celle qui engendre les plus grosses défaillances. On démontre à nouveau que le rapport entre le salaire, le bonus et la prestation réelle est faussé. Les Verts exigent dès lors un plafond d'un demi-million de francs pour les salaires des banques et de l'ensemble de l'économie. Lorsqu'un manager souhaite définir sa « valeur de marché » au-dessus du salaire, il doit verser ce qui dépasse le salaire maximal à des projets reconnus par l'État, dans le domaine des compensations sociales ou de la protection de l'environnement. De plus, il faut prévoir une fourchette salariale de 1:12 entre les revenus les plus bas et le plus élevés, en veillant à ce que le revenu le plus bas représente au moins 66 % du revenu médian.
- Diminuer la spéculation : la Suisse doit s'engager sur le plan international en faveur de l'introduction d'une imposition des transactions financières, afin de réduire les spéculations et favoriser l'équilibre social global. Là où cela est possible, il faut également mettre en vigueur des mesures aptes à contenir la spéculation au niveau national.
- Critères sociaux et environnementaux minimaux : la branche financière exerce une grande influence sur la réalisation des investissements. Cela comporte également la responsabilité de garantir des critères minimaux en matière sociale et environnementale, ainsi que d'assurer la durabilité des investissements.

### 2.2. Vers une économie verte

Les Verts refusent les programmes conjoncturels qui n'apportent pas de contribution pour atteindre une économie plus environnementale et sociale et qui comportent une consommation élevée de ressources naturelles. S'il faut relancer l'économie, il faut la développer dans la bonne direction et non pas l'entraîner vers la prochaine crise être. Trois stratégies sont fondamentales pour une économie verte :

- Un programme d'investissements verts pour une reconstruction écologique : d'une part, cela permet de freiner la récession et, d'autre part, assure que la croissance économique induite contribue à la reconstruction écologique de l'économie et à la réduction des atteintes au climat. Pour cela sont nécessaires des investissements directs et des incitations aux investissements dans les domaines de l'efficacité

énergétique, des énergies renouvelables, de la recherche et de la formation, du trafic et de l'agriculture durable.

- Une offensive sur le front de la formation continue et de la recherche : pour concrétiser la reconversion écologique de l'économie et s'engager dans la voie du développement durable, des connaissances approfondies dans les disciplines « vertes » sont nécessaires. Il est donc indispensable que des initiatives soient prises dans les domaines de la formation continue et de la recherche. Un fonds doit être créé pour promouvoir les formations orientées vers la durabilité. Il faut en outre mettre en place un programme de recherche sur les solutions à apporter à la multicroissance.
- Conditions générales pour une économie verte : un programme d'investissements seul ne suffit pas à la reconstruction écologique de l'économie. Il faut veiller, par des stratégies « *push and pull* », à ce que l'ensemble de l'économie devienne soutenable pour l'environnement et le climat. Pour cela il est indispensable de prôner la réforme écologique de la fiscalité et des stratégies vouées à réduire l'intensité matérielle de l'économie (*pull*). En outre, il est impératif d'instaurer progressivement des standards accrus en matière d'efficacité et d'environnement et d'appliquer rapidement des technologies avancées (*push*). La réforme fiscale écologique peut se faire par le développement des redevances liées aux émissions de CO<sub>2</sub> et par une différenciation écologique de la taxe sur la valeur ajoutée.

### 2.3. Un programme de solidarité

Qu'il s'agisse de crise économique, de prix exorbitants des denrées alimentaires ou d'inondations et de sécheresses dues à la crise climatique : les crises frappent toujours les plus défavorisés de la société.

C'est donc justement en temps de crise qu'il faut enfin renforcer la solidarité et développer un programme qui permette d'assumer ses responsabilités tant dans le domaine national qu'au niveau international :

- Au plan national : la solidarité signifie renforcer la garantie à l'existence. La politique familiale, l'encouragement des femmes et le soutien des jeunes ont dès lors un rôle essentiel dans le programme conjoncturel, tout comme le renforcement des œuvres sociales. Afin de garantir l'accès à l'emploi à tout le monde, nonobstant l'augmentation de la productivité, il faut alléger financièrement ces milieux (taxer l'énergie au lieu du travail) et le travail doit être mieux réparti (encouragement du travail à temps partiel).
- Au plan international : les pays du Sud ne souffrent pas uniquement de la crise financière. La crise climatique et alimentaire les frappent durement. L'amélioration de la solidarité globale passe donc par le renforcement de la coopération au développement, le transfert de technologies énergétiquement efficaces et l'encouragement cohérent du commerce équitable.